



HAL
open science

L'Algérie, une source d'énergie solaire pour la France ?

Saida Temam

► **To cite this version:**

| Saida Temam. L'Algérie, une source d'énergie solaire pour la France ?. 2017. hal-04078290

HAL Id: hal-04078290

<https://hal.science/hal-04078290v1>

Preprint submitted on 12 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

L'Algérie, une source d'énergie solaire pour la France ?

Saïda TEMAM

Le 29 mai 2017

Quand la lucidité rejoint le besoin cela se manifeste par des paroles d'apaisement prononcées par le nouveau président français (E. Macron) à l'égard de l'Algérie. Tendre la main, reconnaître ses torts et tenter d'effacer tous les points de divergences historico-politiques, tel est le crédo pour développer une collaboration économique. La déclaration du 14 février 2017 donne le ton des attentes françaises envers son voisin méditerranéen : *“nous avons besoin d'aider l'Algérie dans la diversification de son économie (...) Nous sommes, ici, dans le premier potentiel au monde de l'énergie solaire. Nous avons la volonté que la France prenne le leadership de ces technologies et sur cette transition énergétique”*.^[i] La politique du donnant - donnant lisible entre les lignes cette déclaration oriente cette entente économique-diplomatique. Le président français voit loin en matière de transition énergétique et l'Algérie, c'est l'avenir de l'énergie solaire. L'entente politique sera-t-elle réelle cependant ?

When lucidity meets need, this is manifested by words of appeasement pronounced by the new French president (E. Macron) with regard to Algeria. Reaching out, acknowledging wrongdoing and trying to erase all points of historico-political divergence, such is the credo for developing economic collaboration. The declaration of February 14, 2017 sets the tone of French expectations towards its Mediterranean neighbor: *“we need to help Algeria in the diversification of its economy (...) We are, here, in the first potential in the world of solar energy. We want France to take the lead in these technologies and in this energy transition”*. The French president sees far in terms of energy transition and Algeria is the future of solar energy. Will the political agreement be real, however?

La Loi pour la transition énergétique et la croissance verte française : une ambition à la traîne...

La France a été le pays hôte de la COP21 climat du Bourget (30 novembre et le 12 décembre 2015) où se sont réunis 195 pays signataires d'une Convention Cadre pour lutter contre le changement climatique^[ii]. C'est également le pays initiateur de la *Loi pour la transition énergétique et le développement d'une croissance verte*. La France a fait de remarquables progrès ces 10 dernières années, en matière de consommation d'énergie et d'émission de CO₂. Son taux d'intensité carbone a baissé de 30% depuis 2004 contre 21% pour les autres pays signataires. Le recours à l'énergie nucléaire et électrique et la fermeture des centrales à charbon peuvent expliquer cette baisse.

Il n'en demeure pas moins qu'elle reste toujours aussi vulnérable durant les pics hivernaux de consommation[[iii](#)]. L'énergie nucléaire n'est ni une solution pérenne ni une solution fiable. Les centrales nucléaires sont vieillissantes (les réacteurs tombent en panne l'un après l'autre) sans compter le danger environnemental qu'elles représentent en cas de dysfonctionnement. L'objectif ambitieux de ramener à 50% le taux de consommation des énergies nucléaires, d'ici 2025, est irréalisable selon l'AIE. Tout en étant, aujourd'hui, à un taux de 78%, et malgré la promesse contraire faite par Hollande, celui-ci restera au-dessus de 50% en 2025.

Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), le pays est donc face au double défi de transformer son système énergétique et de réorganiser son marché à long terme. « *Cela signifie que le point de départ de la transition énergétique française est une économie déjà largement décarbonée (...) C'est une bonne chose, mais cela rend la transition d'autant plus ambitieuse, car les gains les plus faciles ont déjà été réalisés* »[[iv](#)] déclare le directeur de AIE, Paul Simons.

La transition pourrait s'avérer longue, laborieuse et onéreuse à cause de l'omniprésence de cette énergie électrique nucléaire sujette à caution. La feuille de route française en matière de nucléaire restera irréalisable jusqu'à tant qu'une nouvelle source d'investissement soit trouvée. Elle permettrait la croissance verte et la fourniture d'une énergie de substitution au nucléaire. La France a tenté de se reporter sur l'éolien terrestre avec l'installation d'un parc qui fournit, au 30 septembre, à peine 11 000 Mégawatts, bien loin des 19 000 MW attendu, d'ici 2020. La cause de ce retard s'expliquant par la forte mobilisation des associations de protection du paysage militant contre l'éolien[[v](#)]. Il reste alors le solaire. Qu'en est-il en France ?

Le marché de l'énergie photovoltaïque français est à la traîne en comparaison des autres pays européens comme l'Allemagne et la Grande Bretagne. « *En 2016, l'électricité renouvelable a couvert 38,7 % de la consommation en Espagne, 33,8 % en Allemagne, 33,4 % en Italie, et seulement 19,6 % en France alors que l'Allemagne possède une puissance installée de 50 gigawatts (GW) en éolien et de 40 GW en photovoltaïque, la France possède 11,7 GW en éolien et 6,8 GW en photovoltaïque, soit 4,3 et 5,9 fois moins...bien que nous possédions des gisements supérieurs en vent et en soleil. En solaire, avec 360.000 installations, nous sommes moins bien placés que l'Italie (20 GW), et même que le Royaume-Uni (11 GW, avec 900.000 installations), ce qui semble franchement paradoxal. Si l'éolien représente 4,3 % de notre consommation d'électricité, le photovoltaïque n'en représente que 1,7 %* » [[vi](#)].

Les installations faites produisent une électricité trop chère du fait du désengagement financiers de l'Etat qui a opté pour la privatisation (EDF – Engie). Le surcoût de ces énergies vertes les fait reculer car la facture pèse sur les consommateurs. Ils lui préfèrent les autres sources d'énergie pour lesquelles le cadre réglementaire est beaucoup moins fluctuant. Ces facteurs expliquent la réduction du nombre d'installation solaire qui auraient pu répondre aux objectifs de la transition énergétique. Alors l'acheter à ses voisins africains ne serait-il pas plus simple pour la France ?

Investir dans le solaire algérien afin de s'y fournir

Gilles Bonafi, consultant et expert du Comité intergouvernemental des Experts de l'ONU déclare en 2016 que « *l'Algérie peut devenir le premier producteur mondial en électricité solaire* ». Ces atouts en la matière semblent plus qu'évidents avec une possibilité « *d'insolation comprise entre 1.700 et 3.900 heures avec une énergie moyenne reçue au m² de*

5 kWh, a noté l'expert. Comparativement, en Europe, l'irradiation solaire annuelle globale horizontale (IGH) varie de 800 kWh/m² à environ 1. 800 kWh/m² seulement.” [vii]. Un potentiel qui permet une autoconsommation énergétique mais également une exportation de ses ressources vertes. Le programme national de développement des énergies renouvelables prévoit la production d'ici à 2030 de 22 000 MW destinées au marché intérieur en plus de 10 000 MW supplémentaires à exporter. Ce qui correspond à 27% de la production globale d'électricité d'ici 2030 et le double de la capacité actuelle du parc national de production d'électricité [viii].

La ressource à portée de main, combinée à l'augmentation constante de la consommation mondiale de l'énergie électrique, sont deux points qui encouragent la France à être le 1er producteur et fournisseur d'électricité vers les marchés européen et africain. Il semble que le Président Macron a très bien compris cela. *“Comme l'Algérie est déjà le premier producteur africain de gaz naturel et possède la 2ème réserve de gaz d'Afrique, derrière le Nigeria, sa "clé du futur" serait, selon M. Bonafi, l'association du soleil et du gaz afin de produire de l'électricité. L'Europe importe aujourd'hui plus de la moitié de sa consommation de gaz, et en 2020, l'Union Européenne ne produira qu'un tiers de ses besoins, autant que l'Algérie lui exporte une partie de son gaz naturel et de son électricité produite à base du solaire”*, propose-t-il.” [ix] Au vu de toutes ces possibilités, on est en droit de se demander si le Sahara ne redeviendra-t-il pas vert ?

Le projet solaire algérien sous condition

L'Algérie se tourne vers un développement durable : le solaire (solaire photovoltaïque, solaire thermique essentiellement), l'hydroélectricité, l'éolien, la géothermie sont généralement des énergies flux inépuisables par rapport aux « énergies stock » tirées des gisements de combustibles fossiles en voie de raréfaction : pétrole, charbon, lignite et gaz naturel. Fournies par le soleil, le vent, la chaleur de la terre, les chutes d'eau, les marées ou encore la croissance des végétaux, les énergies renouvelables n'engendrent pas ou peu de déchets ou d'émission polluantes. Elles participent à la lutte contre l'effet de serre et les rejets de CO₂ dans l'atmosphère, facilitent la gestion raisonnée des ressources locales et génèrent des emplois.

C'est dans ce sens que va le projet de la plus grande centrale solaire au monde prévu dans le désert algérien. Le projet DESERTEC [x] envisagé depuis 2003 entre l'Allemagne et l'Algérie ayant pris l'eau, un nouveau projet dépassant la base photovoltaïque Noor du Maroc va voir le jour. *“La Compagnie de l'engineering de l'électricité et du gaz (CEEG), filiale du groupe Sonelgaz, a présenté le projet solaire photovoltaïque de 4.050 MW, lors d'un forum international consacré au développement de l'investissement dans le secteur énergétique en Afrique (Washington, forum Africa Summit Energy 2017)”* [xi]. L'appel d'offre est lancé afin de réunir des investisseurs dans la perspective de mettre en service 22 000 MW en énergie verte. *“Le projet sera scindé en trois lots de 1.350 MW chacun et adossé à la construction d'une ou plusieurs usines de fabrication d'équipements et composants de centrales solaires photovoltaïques”*, a expliqué Mme Hamrour lors de sa présentation. Pour le lancement de cet appel d'offre, le ministère de l'Energie a finalisé un décret exécutif qui définit les conditions et procédures nécessaires de l'ancrage législatif et réglementaire [xii].

Ce projet pharaonique respectueux de l'Environnement nécessite de l'investissement en temps, en technologie mais surtout en argent. Il nécessite aussi une stabilité politique et un espace sécurisé. La diplomatie française insiste bien sur ce point lorsqu'il est rappelé que leur stratégie consistera à assurer une stabilité politique et une sécurisation de la zone sahélienne

où se pratique un brigandage terroriste possiblement encouragé par l'Algérie afin de déstabiliser leur entreprise néo-colonialiste, camouflée derrière une politique de lutte contre le terrorisme[xiii].

Ce projet de collaboration franco-algérienne vise à tisser des liens et à trouver un allier économique qui aurait, selon E. Macron, intérêt à être collaboratif car cela permettrait de trouver un marché supplémentaire pour ses énergies. A l'Allemagne, déjà sur les bancs des premiers acquéreurs de l'électricité verte algérienne (cela depuis 2003 avec les projets DESERTEC), s'ajouterait la France. Mais encore une fois, le « chacun y trouverait son compte » est de mise, si la stabilité de la région saharienne et surtout Sahélienne, est garantie par l'Algérie. Telles sont les attentes de la France de Macron : Mettre en marche l'Algérie afin d'en faire un allié-fournisseur dans une zone profondément riche mais hors de son contrôle.

[i] “A Alger, Macron en visite aussi symbolique que stratégique”, La Croix, Afp, 14/02/2017.

[ii] Fiche pédagogique COP21 : <http://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/cop21-conference-sur-le-climat-de-paris>

[iii] Dominique Pialot, “Vague de froid : les fournisseurs appelés à mobiliser les consommateurs”, *La Tribune*, 13/01/2017

[iv] Dominique Pialot, “ La France a-t-elle les moyens de sa transition énergétique ?” *La Tribune*, 17/01/2017.

[v] Pierre Le Hir, “Eclaircies pour les énergies renouvelables en France”, *Le Monde*, 31/01/2017.

[vi] Jean-Louis Gaby, “L'absurde retard de la France dans l'énergie solaire”, 22/05/2017. *Reporterre, le quotidien de l'écologie*.

[vii] http://www.huffpostmaghreb.com/2016/10/02/algerie-fournisseur-electricite_n_12292980.html

[viii] Ibidem

[ix] Ibidem

[x] <http://www.liberte-algerie.com/actualite/le-projet-desertec-relance-86522>

[xi] Le mega projet solaire de l'Algérie présenté à Washington, 10/03/2017

[xii] Idem

[xiii] François Gèze, Macron à Gao: en finir (vraiment) avec le «double jeu» algérien au Sahel?, *Mediapart*, 22 mai 2017.